

Comment sauver les télé locales ?

Le MR lance des pistes, ACTV attend...

Télé MB en faillite virtuelle, TéléSambre en difficulté, faut-il s'inquiéter pour l'avenir des télévisions locales et d'Antenne Centre en particulier ?

Non, rassure Robert Di Tullio, son directeur, les finances de L'ASBL audiovisuelle de la région du Centre sont saines. Ce qui n'empêche, rappelait récemment le député MR Olivier Destrebecq, qu'elle reste à la merci du bon vouloir politique de ses subsidiaires, rappelant l'épisode du bourgmestre d'Anderlues qui refusait de payer sa quote-part communale, estimant que les informations n'étaient pas présentées suffisamment à son avantage. « Depuis plusieurs mois maintenant, le Centre Jean Gol a mis en place un groupe de travail, réunissant plusieurs Députés, destiné à dégager des solutions aux problèmes que les télévisions locales rencontrent. Face à l'inertie du Ministre de tutelle qui ne semble pas vouloir prendre ses responsabilités, le MR a décidé de prendre l'initiative »

Alors, quelle solution pour assurer l'avenir des télé locales ?

1 Privilégier les synergies entre l'ensemble des télé locales

« Nous avons la ferme conviction qu'il est possible aux télévisions locales de réaliser certaines économies substantielles en renforçant les collaborations entre elles et en partageant certains moyens techniques. La mise en commun de certains logiciels, de certains services (Comptabilité, contentieux juridiques, relations publiques, GRH...) ou encore les achats groupés de matériel doivent permettre des économies d'échelle ».

« Pour faciliter la mise en place de ces mesures et partant du principe que l'union fait la force, la fédération des télévisions locales devra repenser son rôle. Plus que jamais, elle devra inscrire son travail dans la perspective de la coordination, de la collaboration et de l'union de ses membres. On pourrait, par exemple, imaginer que ces derniers donnent mandat à la fédération en matière de lobbying. »

Interrogé à ce sujet, le président d'Antenne Centre, Rudy Ankaert, ne dit pas autre chose : « je pense que pour les gros investissements, les appels d'offres ou certains services spécifiques, le fait de tout gérer au niveau de la fédération des té-

lévisions locales permettrait de faire d'importantes économies »

2 Privatiser le capital et diversifier le financement

« À côté de cet effort sur les dépenses, nous pensons que les télévisions locales doivent s'ouvrir de manière plus importante aux partenariats privés. Ayant étudié le modèle d'une télévision dans le Nord-Pas-de-Calais ainsi qu'en Flandre, nous avons pu constater qu'il ne s'agissait pas d'une utopie ; tout particulièrement dans le contexte de difficultés budgétaires que nous connaissons » exprime Olivier Destrebecq.

Le député montois Georges-Louis Bouchez proposait lui que ce soit l'IDEA qui finance Télé MB en tant qu'intercommunale. Mais alors certaines voix proposent qu'on regroupe structurellement télé montoise et du Centre dans une seule structure financière, avec chacune leur indépendance rédactionnelle.

Maintenant que la Province de Hainaut est intervenue pour des lignes de crédit à destination de la télévision locale montoise, Rudy Ankaert signale en tout cas qu'il demandera le même geste « mais pour des investissements, en ce qui nous concerne ». ●

XAVIER LAMBERT

Coup de queue du redac'chef

Des journalistes fonctionnaires ? Réponse dimanche

Samedi dernier, Antenne Centre diffusait un sujet de Canal C, la télé locale namuroise, qui rendait compte de la conférence de presse du MR qui présentait cette étude sur les télé locales. À la fin de ce sujet, le journaliste Bernard Polet expliquait qu'Olivier Maroy soulignait aussi un souci lié aux journalistes de ces télé locales, qui seraient parfois un peu trop

« fonctionnaires ».

Une considération qui a fait bondir Patrick Haumont, le redac'chef d'Antenne Centre, et présentateur du « Sixième », émission qui diffusait cette séquence. « Nous poserons une question à Olivier Maroy, s'est-il exprimé en désannonçant le sujet : qu'aurait-il dit il y a quelques années si on lui avait posé la question de savoir si les

journalistes n'étaient que des fonctionnaires ? »

Plutôt que d'entrer dans une guéguerre stérile, il semble que les deux hommes aient toutefois fait preuve de dialogue, puisqu'Olivier Maroy s'est expliqué... et a été invité par Patrick Haumont à venir s'expliquer en plateau dans le cadre de l'émission « Le septième ». ●

X.L.